

PROJET DE CLASSEMENT AU TITRE DES SITES DES ETANGS DE SAINT-BLAISE ET DE LA FORET DE CASTILLON

CR 12

Réunion au Conseil de territoire Pays de Martigues le 21 novembre 2016

PARTICIPANTS

NOM	PRENOM	FONCTION	COURRIEL	Présent
CALVIA	Bernard	Chargé de mission classement du site et responsable du site archéologique de Saint Blaise - Direction de l'Aménagement et du Développement Métropole Aix-Marseille Provence territoire CT6 Pays de Martigues	bernard.calvia@paysde martigues.fr	X
CORBIER	Corine	Paysagiste prestataire Akène Paysage	akene.paysage@free.fr	X
FERNANDEZ PEDINIELLI	Patricia	Maire de Port-de-Bouc	secretariatdumaire@p ortdebouc.fr	Excusée
MIGNOT	Séverine	Architecte Service urbanisme de Port-de-Bouc	severine.mignot@por tdebouc.fr	X
NORMAND	Valerie	Inspectrice des sites DREAL PACA	valerie.normand@devel oppement- durable.gouv.fr	X
VILLENEUVE	André	Chef de projet aménagement rural Chambre d'Agriculture des Bouches-du- Rhône	a.villeneuve@bouches- du-rhone.chambagri.fr	X
ZAVATTONI	Jean Marc	Elu, vice président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône	jmarczavattoni@gmail. com	X

CONTEXTE

A l'issue de la concertation, le COPIL du 19 octobre 2016 a acté le projet de périmètre de classement des étangs de Saint-Blaise et de la forêt de Castillon, qui sera proposé à l'enquête publique (avis favorables des 6 propriétaires publics et de la région et avis défavorable de la chambre d'agriculture et des Salins du Midi). Il a toutefois été demandé qu'une quatrième réunion avec la chambre d'agriculture ait lieu, afin de tenter une nouvelle fois de trouver un consensus.

SYNTHESE DES ECHANGES

La Chambre d'agriculture réaffirme en début de réunion sa demande d'exclusion de toutes les terres agricoles de Plan Fossan du projet de classement, à l'exception des prairies inondables du pourtour du Pourra car elle estime que cette démarche n'est pas compatible avec une agriculture dynamique. Le classement est perçu comme une menace à l'installation de jeunes agriculteurs et à des évolutions ou besoins à long terme non cernés aujourd'hui. La chambre d'agriculture insiste donc sur la nécessité de conserver une capacité d'adaptation, de réactivité, de souplesse et d'innovation que selon elle le site classé ne permettrait pas. La chambre d'agriculture a également exprimé à nouveau son inquiétude au sujet du caractère aléatoire des demandes d'autorisation et au sujet des délais d'instruction de celles-ci.

La DREAL et la métropole ont répondu aux inquiétudes de la chambre en commençant par expliquer une nouvelle fois que le classement pouvait offrir une préservation pérenne de la vocation agricole du territoire, ce que ne peuvent garantir un PLU ou une politique communale confrontée tous les 6 ans à des élections. La DREAL rappelle ensuite que beaucoup de travaux agricoles considérés comme de l'entretien courant ne sont pas soumis à autorisation. Il s'agit notamment de l'arrachage de vignes et leur remplacement par de nouveaux cépages, de l'entretien courant de la végétation et des fossés. La DREAL explique ensuite que pour les travaux

soumis à autorisation, les délais officiels sont de 2 à 6 mois suivant la nature des travaux, et que l'inspecteur des sites accompagne en amont les pétitionnaires afin que les projets soient optimisés d'un point de vue paysager et bénéficient ainsi d'un avis favorable. C'est tout l'objectif de cet accompagnement qui permet en outre de raccourcir au maximum les délais d'instruction en deçà des délais officiels. Enfin, la DREAL réaffirme que les besoins légitimes d'adaptabilité précédemment rappelés par la chambre d'agriculture, seront parfaitement possibles pour les types d'assolements existants sur le secteur (pâturages, vignes, cultures maraîchères traditionnelles).

Après avoir rappelé ces fondamentaux, la discussion s'est donc focalisée sur le secteur de Plan Fossan. Tous les acteurs étaient d'accord pour admettre que cette zone par son altimétrie en dessous du niveau de la mer, n'était pas favorable à la culture de vergers car les risques de gelée tardive étaient importants. Par contre, la nature du sol et l'irrigation apportée par le canal de Provence, pouvaient permettre des productions maraîchères, céréalières, des prairies, de la vigne, ou des oliviers. Les divers interlocuteurs se sont accordés pour dire que proposer aux consommateurs de manger "local" et "de saison", était à la fois une demande de nombreux consommateurs et à la fois un atout pour les producteurs. De même, la vente directe pouvait être un atout indéniable pour les producteurs et les consommateurs. La métropole a souligné que ce type de commercialisation pourrait être privilégiée dans ce secteur car le site classé pourrait être susceptible de promouvoir indirectement ce type de commerce par un effet induit de "labellisation des produits du terroir".

La commune rappelle son souhait de trouver un projet consensuel et acceptable pour tous les acteurs et elle engage les participants à la réunion à réfléchir concrètement sur le périmètre.

Un tour de table des participants a permis de réfléchir sur un nouveau périmètre qui prend en compte :

- la nature des cultures existantes (vignes, prairies, maraichage, jachères) et la localisation des fossés et des haies,
- l'évolution pressentie à moyen terme des cultures, en se basant sur les projets des agriculteurs du secteur. Par exemple, le départ à la retraite de l'éleveur installé sur St Mitre, est susceptible d'entraîner un partage des terres entre 2 agriculteurs qui réorienteraient les productions vers la vigne et l'olivier (productions complémentaires en termes d'emploi de main d'œuvre sur l'année) et des céréales,
- l'irrigation des terres (mais *in fine* ce critère concerne tout Plan Fossan si on prend en compte un rayon de 300 à 500 mètres linéaires par rapport au positionnement des bornes du réseau sous pression de la SCP),
- le cône de vue depuis la RD51 vers le Pourra,
- le maintien dans le site de quelques constructions à l'est du hameau de Fossan, dans la même logique que celle qui a conduit à inclure quelques constructions à l'ouest,

Le périmètre ébauché en séance de manière collégiale (scan reporté page suivante), montre des avancées notables par rapport à la position de la chambre d'agriculture en début de réunion. M. Zavattoni a par ailleurs communiqué les coordonnées de certains agriculteurs directement concernés par ce périmètre, afin que la DREAL et la métropole aille les consulter avant l'enquête publique (ce que la DREAL et la métropole acceptent). Bien que cette réunion ait été une réunion technique, la chambre d'agriculture pourra si elle le souhaite proposer ce périmètre au commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique. Celui-ci a pour mission en effet de recueillir les demandes de l'ensemble des agriculteurs, des autres propriétaires privés, ou des usagers du site qui viendront le consulter. Le commissaire enquêteur clôturera ensuite l'enquête publique en rédigeant ses conclusions. A partir de celles-ci, la DREAL pourra alors proposer un nouveau périmètre, l'objectif étant d'obtenir *in fine* la validation de la chambre d'agriculture et de la DREAL.

La chambre d'agriculture a proposé de moduler le règlement du PLU afin que des grands principes d'insertion paysagère soient prescrits, en échange d'une exclusion de toutes les zones agricoles du projet de classement. La DREAL a noté que c'était une initiative positive mais a réaffirmé que l'exclusion de l'intégralité de la zone agricole mettrait en péril le projet de classement et n'était donc pas souhaitable. La DREAL a émis l'hypothèse que dans l'idéal, ce travail soit fait à la fois pour les parcelles agricoles classées et exclues. Dans le même état d'esprit positif, la DREAL a également proposé d'établir un plan de gestion de la zone agricole classée. En effet, bien que ce plan de gestion demande des crédits et un gros travail supplémentaires, ce dernier ébaucherait les types d'autorisations possibles ou non. Cela dans l'objectif de rassurer les agriculteurs à partir de d'éléments concrets, sans dédouaner bien sûr les pétitionnaires de formuler les demandes *ad hoc* lorsque nécessaires.

Cette réunion témoigne d'une réelle avancée, avec des concessions de part et d'autre, pour réfléchir à un projet acceptable par tous. Ce travail pourra se poursuivre pendant et après l'enquête publique, dont la date n'est pas encore arrêtée à ce jour.

